



NEWSLETTER

**Bureau Sous-régional des Urgences et de la Réhabilitation
de la FAO en Afrique de l'Ouest et au Sahel**

Mal 2013

N°4



Dans ce numéro :

**Crise Sahel 2012 :
bilan et leçons apprises** p.2

Appels humanitaires 2013 p.3

Feuille de route FAO-PAM p.4

Atelier URD sur la résilience p.5

Appui au Cadre Harmonisé p.5

Décentralisation FAO Sénégal p.6

**REOWA et la coordination
humanitaire** p.6

EDITO



Cher lecteur,

La crise alimentaire au Sahel qui perdure depuis 2012 nous montre à quel point les moyens d'existence de ceux qui vivent et dépendent de l'agriculture sont fragiles. La fréquence, l'ampleur des crises et leurs effets cumulés épuisent les capacités d'absorption des chocs dans la sous-région.

C'est pourquoi la réduction des risques de catastrophe et la résilience figurent en bonne place dans les stratégies et programmes de la FAO. Car le plus souvent, la résilience est la première, et parfois la seule ligne de défense des petits exploitants vulnérables lorsque les menaces se transforment en crises.

En 2013, la FAO a réaffirmé son engagement à lutter contre l'insécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Ainsi dans ce numéro, vous retrouverez un focus sur la crise au Sahel, sur les besoins humanitaires urgents pour 2013, ainsi que des informations sur les activités de notre Bureau Sous-régional des Urgences, tels que le soutien au Cadre Harmonisé, la Feuille de route FAO-PAM pour la réduction et la gestion des risques de catastrophe, ou encore l'intégration des activités d'urgence et de développement à la FAO Sénégal.

Bonne lecture,

*José Luis Fernandez
Coordonnateur
Bureau Sous-régional des Urgences
et de la Réhabilitation - Afrique de l'Ouest/Sahel*

Focus sur...

Course contre la montre pour aider les agriculteurs vulnérables

A l'approche de la prochaine saison agricole qui démarre en mai 2013 en Afrique de l'Ouest et au Sahel, il convient d'aider d'urgence les agriculteurs vulnérables de la région. Beaucoup de ménages vulnérables n'ont pas les semences pour commencer à cultiver...

[Lire la suite page 3](#)



Bilan de la réponse de la FAO face à l'insécurité alimentaire

En 2012, la FAO a assisté 5,2 millions de personnes vulnérables au Sahel, permettant ainsi d'éviter une catastrophe humanitaire. Les besoins urgents de ces bénéficiaires ont été satisfaits en 2012 à travers:

Le soutien à la production agricole : la FAO a distribué des semences certifiées ou de qualité adéquate, de l'engrais, de outils et des matériels de clôture à plus de 4 millions d'agriculteurs, afin qu'ils puissent produire leur propre nourriture, diversifier leur alimentation et dégager des revenus par la vente des productions. Des formations en nutrition et sur la préparation des aliments ont également été organisées. La conservation des sols et des ressources en eau, la restauration des terres dégradées, et des activités d'amélioration du stockage, du traitement et du transport des produits agricoles ont également été mises en œuvre.



La protection du bétail et le soutien à la production animale: plus d'un million d'éleveurs ont reçu des produits vétérinaires et des compléments alimentaires pour leur bétail. LA FAO a également favorisé la reconstitution des troupeaux pour compenser les pertes

avec la distribution de petits ruminants et de volailles vaccinées.

La réponse à la menace acridienne : la FAO a travaillé étroitement avec les gouvernements du Tchad, du Mali, de la Mauritanie et du Niger pour surveiller et contrôler la menace acridienne afin de minimiser les dommages aux cultures.



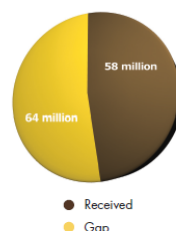
Coordination

Dès la fin de l'année 2011, le Bureau sous régional (REOWA) a joué un rôle crucial dans l'analyse des causes de l'insécurité alimentaire, l'évaluation des risques et l'alerte précoce. Le Bureau a également activement participé à l'élaboration de la Stratégie Sahel inter agences 2012, du Programme de réponse de la FAO, et à la coordination humanitaire à Dakar.

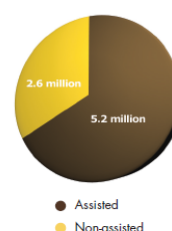
Financements

La FAO a pu de répondre aux besoins immédiats des populations affectées grâce aux contributions de la Belgique, le Fonds Central d'intervention d'urgence des Nations Unies (CERF), la Commission européenne, ECHO, la Finlande, la France, l'Afrique du Sud, la Suède, le Royaume-Uni et les États-Unis, et enfin le Programme de coopération technique de la FAO.

FUNDING IN 2012
Total Requested: USD 122 million



BENEFICIARIES IN 2012
Total targeted: 7.8 million people



Atelier régional de capitalisation des expériences

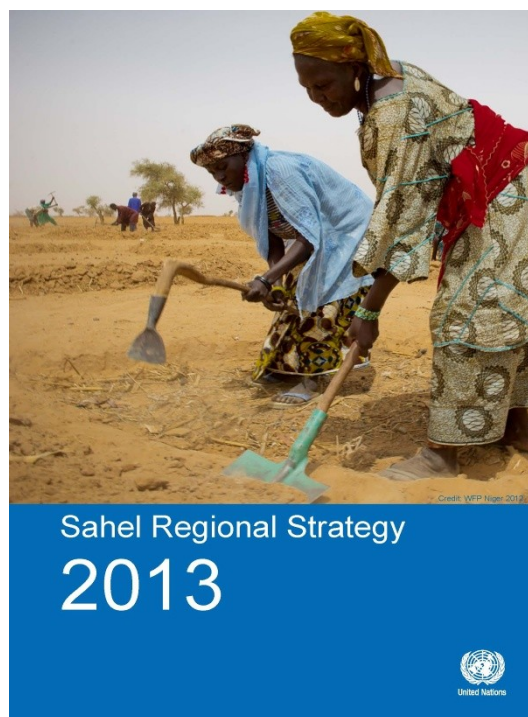
Quelles leçons tirer de la crise pour mieux nous préparer aux chocs futurs?

Du 4 au 6 décembre 2012, un *atelier régional de capitalisation des expériences liées à la préparation et à la réponse à la crise* a été organisé par le Bureau Sous-régional des urgences. Cet atelier a réuni à Dakar les équipes pays de la FAO et plusieurs partenaires nationaux (Burkina Faso, Gambie, Niger, Mali, Mauritanie, Sénégal et Tchad pour la zone sahélienne ; et Côte d'Ivoire, Guinée et Guinée Bissau pour les pays côtiers). Les participants ont ainsi :

- analysé les activités de la FAO lors des différentes phases clés du cycle de la gestion des risques de catastrophe (GRC) en mettant en exergue les points forts et les points faibles ;
- identifié, analysé et partagé les bonnes pratiques ;
- formulé des recommandations pour une meilleure préparation et une réponse efficace face aux menaces et aux situations d'urgence à venir.



Des [fiches de capitalisation d'expériences](#) ont été réalisées pour chaque pays et pour REOWA, ainsi que des fiches thématiques transversales - partenariat, renforcement des capacités, genre, coordination, mobilisation des ressources et ciblage.



Malgré une bonne production agricole en 2012 et des conditions favorables pour les éleveurs, la situation au Sahel reste préoccupante. Cette année, 10,3 millions de personnes, y compris ceux qui n'ont pas pu bénéficier l'an dernier d'un soutien adéquat ou suffisant pour leurs moyens d'existence, souffrent de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et sont encore très vulnérables aux chocs extérieurs.

Pour soutenir ces populations, la FAO propose [une série d'interventions](#) visant à restaurer, à protéger et à renforcer les moyens d'existence de 6 millions de personnes, y compris celles qui pourraient être affectées par le conflit malien. Les besoins financiers sont estimés à 135,3 millions de dollars.

A la fin de l'année 2012, en plus des appels consolidés (CAP) et des stratégies inter-agences pour le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Tchad, le Niger, le Sénégal, la Gambie, le Cameroun et le Nigéria, la FAO a participé à la préparation et au lancement, avec les partenaires humanitaires du Comité permanent inter-organisations (IASC) régional, de la [Stratégie Régionale Humanitaire inter agences pour le Sahel 2013](#). Ce document permet d'assurer une approche coordonnée et harmonisée pour la réponse humanitaire aussi bien au niveau national qu'avec les partenaires régionaux.

Mali +

Plan de contingence et de réponse de la FAO

Face à la situation critique qui prévaut au Mali, la FAO a élaboré un [plan de contingence et de réponse](#) qui présente ses axes d'intervention au Mali, au Burkina Faso, en Mauritanie, au Niger, au Sénégal et au niveau régional.

Les activités proposées visent à satisfaire les besoins causés induits par les nouveaux mouvements de population, et l'augmentation des dommages causés par l'escalade du conflit en 2013. En avril 2013, la FAO estime à 24,6 millions de dollars les besoins en financement pour répondre rapidement et adéquatement aux besoins des personnes déplacées, des réfugiés et des familles d'accueil au Mali et dans les pays voisins.



Dibissi, Burkina Faso - Réfugiés maliens attendant de recevoir des aliments pour leur bétail mal nourri.

Presque chaque année, les pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel sont affectés par des chocs climatiques, des maladies animales transfrontières, des conflits civils, l'instabilité politique ou encore la hausse des prix des denrées alimentaires. Ces événements se traduisent par des pertes en vie humaine, en biens et moyens d'existence, et affaiblissent la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations. Face à l'augmentation de la fréquence et de la complexité de ces crises, la FAO et le PAM ont décidé d'unir leurs efforts pour la réduction et la gestion des risques de catastrophes.



Une stratégie commune et durable

Depuis 2009, les Bureaux régionaux de la FAO et du PAM pour l'Afrique de l'Est, du Centre et du Sud ont travaillé sur une possible collaboration dans le domaine de la RRC/GRC. Suite à la validation de la Feuille de route FAO-PAM pour l'Afrique de l'Est, du Centre et du Sud en 2011, les Bureaux régionaux de la FAO et du PAM en Afrique de l'Ouest ont décidé de mettre en place une collaboration similaire dans leur région. Quatre pays pilotes, à savoir le Burkina Faso, le Niger, le Sénégal et le Tchad, ont été sélectionnés pour la mise en oeuvre de la Feuille de route

dont les objectifs sont de :

- apporter un support technique à la réalisation des Feuilles de routes conjointes dans les pays pilotes;
- organiser des ateliers de formation conjoints en RRC/GRC dans les pays pilotes;
- encourager et promouvoir le mécanisme de coordination des activités RRC dans chaque pays;
- engager un processus de leçons apprises dans les pays et avec les Bureaux régionaux FAO-PAM de l'Afrique de l'Est, du Centre et du Sud;
- concevoir des projets conjoints basés sur les priorités des Feuilles de routes avec recherche de financement conjointe.

Résultats et impacts attendus

Grâce à la Feuille de route :

- l'impact des actions conjointes en RRC/GRC sera plus significatif par rapport à une programmation par agence;
- les capacités en RRC des personnels de la FAO et du PAM, des partenaires d'exécution et des institutions nationales et décentralisées sont améliorées;
- des activités inter-agences complémentaires en RRC pourront être mises en oeuvre pour améliorer de manière durable la résilience des communautés et la préparation aux chocs futurs;
- la mobilisation de ressources conjointes en RRC est facilitée.

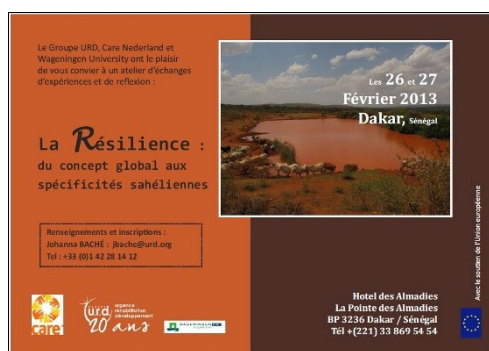
Renforcer les capacités sur le terrain

Le Burkina Faso a accueilli en septembre 2012 le premier atelier de formation des risques de catastrophe organisé conjointement par la FAO et le PAM. 25 participants, en provenance des deux agences, ainsi que des partenaires d'exécution et gouvernementaux, ont bénéficié de cette formation de trois jours qui leur a permis de renforcer leurs connaissances et capacités en matière de RRC/GRC.

A l'issue de l'atelier, la FAO et le PAM ont signé une Feuille de route conjointe et une Lettre d'entente. L'objectif est de développer des approches complémentaires dans la coordination, les études et les évaluations de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cette démarche permettra de maximiser l'impact de l'assistance aux populations vulnérables, et de renforcer la résilience des communautés et des ménages sur le court, moyen et le long terme.

Après le Burkina Faso, des ateliers de formation en RRC/GRC ont été organisés au Tchad et au Sénégal dans le cadre de la Feuille de route, en février et en mai 2013 respectivement, et ont réuni le personnel des 2 agences, des représentants du Gouvernement et des ONG partenaires.





Les 26 et 27 février 2013 s'est tenu à Dakar un atelier d'échanges d'expériences et de réflexion sur le thème : **«La résilience : du concept global aux spécificités sahéliennes»**. Organisé par le Groupe URD, CARE Nederland et l'université de Wageningen, cet atelier a vu la participation de plusieurs organisations notamment les agences des Nations Unies (FAO, PAM, UNICEF, HCR, OCHA, PNUD, etc.), les ONG (OXFAM, ACF, CARE, etc.), les bailleurs (ECHO, Union Européenne) et les structures gouvernementales (Mauritanie, Sénégal notamment).

[Voir la vidéo de l'atelier](#)

A cette occasion, la FAO a présenté son approche de résilience des moyens d'existence face aux menaces et aux crises, ainsi que les enjeux liés au Sahel. Fortement appréciée par les participants, cette communication a suscité des questions et discussions sur notamment :

- la pertinence et la complémentarité des 4 axes thématiques de l'objectif stratégique 5 de la FAO, centré sur la résilience,
- le rôle clé de l'agriculture pour renforcer la résilience des communautés, en particulier dans le contexte du Sahel;
- la nécessité de financer et soutenir durablement les programmes du secteur agriculture pour aider à

La FAO entend par « résilience aux chocs » la capacité de prévenir les catastrophes et les crises, d'en prévoir les effets, de les absorber et de s'en remettre et de s'y adapter le plus rapidement possible et de manière efficace et durable. Cette définition couvre la protection, le rétablissement et l'amélioration des moyens d'existence face aux menaces sur l'agriculture, l'alimentation et la nutrition (ainsi que les questions de santé publique y afférentes).

Régional

Appui au Cadre Harmonisé

L'analyse des causes de l'insécurité alimentaire, la prévision des dangers et l'alerte précoce sont cruciales pour garantir la sécurité alimentaire et les moyens d'existence. C'est pourquoi depuis sa création, le Bureau Sous-régional des Urgences participe activement à l'amélioration des outils d'analyse de la vulnérabilité des populations à l'insécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

En particulier, le Bureau appuie le développement du Cadre Harmonisé (CH), système visant à identifier et à analyser les zones à risque et les groupes vulnérables au Sahel, et à classer la sévérité de l'insécurité alimentaire. Dans ce cadre, les efforts conjointement menés par le CILSS, la FAO, et les autres partenaires ont permis d'améliorer et de renforcer la méthodologie du CH, qui a notamment intégré des éléments de la Classification intégrée de la sécurité alimentaire (IPC), outil standardisé développé par la FAO et ses partenaires au niveau mondial. L'approche est en train d'être développée dans les pays de la sous-région et permet désormais l'analyse régulière de la sécurité alimentaire.

La FAO accompagne également le CILSS pour renforcer les capacités des acteurs régionaux et nationaux, améliorer l'analyse et la consolidation régionale, et élaborer des cartes régionales de vulnérabilité.

L'histoire du Cadre Harmonisé est étroitement liée aux crises alimentaires récurrentes au Sahel. Face aux risques d'insécurité alimentaire auxquels les populations sahéliennes font face périodiquement, les Etats et leurs partenaires ont mis en place des dispositifs de suivi de la situation alimentaire. Utilisant des approches méthodologiques différentes d'un pays à l'autre pour l'identification et le suivi des zones à risque et des populations vulnérables, ces dispositifs produisent des résultats souvent difficilement comparables. Dans la recherche d'une analyse harmonisée, le CILSS, les Etats membres et les partenaires ont proposé le «Cadre Harmonisé d'identification et d'analyse des zones à risque et des groupes vulnérables» dans la région. Cet outil servira à terme de cadre de référence des pays pour évaluer sur une base objective et consensuelle les difficultés alimentaires auxquelles font face les populations et les besoins en assistance alimentaire et en soutien des moyens d'existence.

Au cours des deux dernières décennies, la FAO a entrepris un processus de décentralisation visant à maximiser l'impact de son action sur le terrain.

C'est dans ce cadre que le programme d'urgence/réhabilitation au Sénégal, géré jusque fin 2012 par le Bureau Sous-régional des Urgences, a été intégré à la Représentation de la FAO au Sénégal depuis le 1er janvier 2013. Les fonctions techniques et opérationnelles d'urgence, de réhabilitation, de réduction des risques et de résilience au Sénégal sont ainsi gérées efficacement par le Bureau pays, qui assure désormais :

- l'évaluation des besoins des populations vulnérables face à une situation d'urgence au Sénégal, la participation aux évaluations, aux consultations avec le gouvernement, les donateurs et les autres agences des Nations Unies ,
- la coordination du groupe de coordination en sécurité alimentaire , co-dirigé avec le PAM ;
- La formulation des projets, en proposant des activités de réponse basées sur les évaluations de la situation de sécurité alimentaire;
- La mobilisation des ressources;
- La mise en œuvre et l'évaluation des projets d'urgence, avec notamment la définition de la stratégie de mise en œuvre du projet, et l'organisation de séances d'information et de missions de lancement du projet.

Les rôles, responsabilités et lignes de commande de la FAO Sénégal ont été redéfinis pour l'intégration des activités d'urgence et développement sous l'autorité unique du Représentant de la FAO au Sénégal, permettant une gestion plus unifiée des activités de la FAO au niveau national.

Une retraite interne a été organisée le 17 janvier 2013 afin de transférer les projets d'urgence en cours à l'équipe pays. Le personnel en charge des projets d'urgence Sénégal a intégré l'unité Programme de la Représentation, et deux experts régionaux de REOWA ont continué à appuyer le programme d'urgence Sénégal jusque fin avril 2013.



Représentation de la FAO au Sénégal

Coordination

Participation de REOWA à la coordination humanitaire à Dakar

Pour une coordination renforcée au niveau régional

Pour renforcer l'efficacité des activités de soutien à la sécurité alimentaire, le Bureau Sous-régional des Urgences travaille en étroite collaboration avec les bureaux régionaux du Système des Nations Unies basés à Dakar, les Organisations non gouvernementales (ONG), la Croix-Rouge, les donateurs et les organisations sous-régionales. Il collabore aussi avec le Système d'alerte précoce contre la famine (FEWS NET) et le Comité permanent inter-états de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) et participe aux réunions du Dispositif Régional de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires (PREGEC) et du Réseau de Prévention des crises alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest (RPCA). Ces forums réunissent les principaux acteurs de la sécurité alimentaire de la sous-région avec pour objectif de promouvoir une action concertée et coordonnée.

La FAO collabore également avec la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) afin

de renforcer ses capacités d'intervention en cas de crise humanitaire, et participe à la Plateforme Régionale de Préparation aux Catastrophes Naturelles en Afrique de l'Ouest.

En terme de coordination et de coopération avec les agences des Nations Unies et autres partenaires techniques, le Bureau sous-régional des Urgences co-préside ou participe aux réunions de coordination des Groupes de Travail régionaux tels que Sécurité Alimentaire et Nutrition, Préparation aux Urgences et Réponse, Task Force DRR, Nutrition, Coordination Humanitaire IASC, UNOWA, RHC, Mali + et Communication.

Face à une crise, le Bureau Sous-régional des Urgences participe activement à la préparation des Appels Régionaux Humanitaires des Nations Unies. Dans ce cadre, la FAO, en tant que co-président du Groupe régional sécurité alimentaire, s'assure de la cohérence et de la complémentarité des projets proposés par les différents acteurs du secteur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

**Bureau Sous-régional des Urgences
et de la Réhabilitation de la FAO
Afrique de l'Ouest/Sahel**
rue Calmette x rue Assane Ndoye
Dakar, Sénégal

Téléphone : +221 33 889 16 22

Responsable de la publication:
José Luis Fernandez

Pour plus d'information ou pour contribuer
à nos prochains bulletins, contactez:
Sonia.Nguyen@fao.org

**De la prévention
à une meilleure reconstruction**



Le Bureau Sous-régional des Urgences et de la Réhabilitation– Afrique de l'Ouest/Sahel (REOWA) a été créé à Dakar en 2006. Il fournit l'orientation stratégique en matière de gestion des risques de catastrophe pour la FAO dans la sous-région, et assure la liaison et la coordination entre la FAO et le réseau humanitaire.

Remerciements

La FAO remercie les donateurs qui lui permettent d'aider les populations face aux crises dans la sous-région: l'Afrique du Sud, l'Autriche, la Banque Africaine du Développement, la Belgique, le Brésil, le CERF, ECHO, les Etats-Unis, la Finlande, la France, l'Italie, Suisse, Peace Building Fund, Sierra Leone, Suède, l'Union européenne, l'UNHCR